LC

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 48.706/2
DU 27 SEPTEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures, le 2 septembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Portée du projet et formalités préalables

1. L'avis de l'Inspecteur des Finances a été communiqué par la déléguée du ministre. Cette dernière justifie ainsi le fait que l'accord du Ministre du Budget n'ait pas été sollicité :

> "Wat uw vraag m.b.t. het begrotingsakkoord betreft, kan ik het volgende antwoorden. De reden waarom wij ervan uitgaan dat er geen budgettaire impact is, ligt aan het feit dat het voeren van een diversiteitsbeleid binnen de instellingen van het regionaal openbaar ambt in de eerste plaats een andere manier van werken betreft, eerder dan een nieuwe opdracht waarvoor extra budget nodig is. Mocht echter op basis van de toekomstige evaluatie van de eerste diversiteitsplannen voor een bepaalde openbare instelling toch een behoefte aan extra budget aangetoond worden dan zal dit, afhankelijk van de instelling in kwestie, in overleg met het bevoegd regeringslid besproken worden en zal de eventuele meerkost op de respectievelijke allocatie aangerekend worden. In dat geval, zal elke meervraag door het bevoegd regeringslid apart aan de minister van Begroting voorgelegd worden vooraleer deze ter beslissing aan de regering voor te leggen".

Il est effectivement permis de considérer que, même si l'Inspecteur des Finances ne relève pas l'absence d'incidence budgétaire du projet, l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget ne requiert pas en l'espèce l'accord du Ministre du Budget.

Il y a toutefois lieu de prendre en compte le fait que le projet examiné s'abstient de donner exécution à l'article 5, § 6, alinéa 3, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise, qui charge le Gouvernement de déterminer le pourcentage minimal ainsi que le taux et la durée minimale de subsidiation, s'agissant du subside visé aux deux premiers alinéas du même paragraphe. Cette détermination aura une incidence budgétaire. Or, l'ordonnance précise que la détermination doit intervenir "dans les six mois de l'entrée en vigueur" de l'ordonnance, à savoir le 26 septembre 2008.

Il convient dès lors que, d'une part, le projet exécute l'article 5, § 6, alinéa 3, de l'ordonnance et que, d'autre part, le projet ainsi complété soit soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

2. Par ailleurs, le projet examiné reste en défaut d'exécuter l'article 24, § 1er, alinéa 1er, de l'ordonnance. Cette lacune doit être également comblée.

Observations générales

1. Le projet d'arrêté à l'examen précise, en son article 4, § 1er, les axes principaux que doit comporter le plan d'action diversité visé en son article 3. C'est en fonction de ces axes que l'institution publique va établir un diagnostic, qui constitue un état des lieux en matière de non discrimination et de diversité, en manière telle que cette dernière puisse se fixer, en application de ce même article 4, § 3, des objectifs généraux à atteindre et qu'elle a à concrétiser, au travers d'action à mener, comme le lui enjoint l'article 4, § 4.

Ces axes principaux sont les suivants :

"1/ l'axe gestion des ressources humaines, notamment, l'information et la communication interne le recrutement et la sélection, l'accueil et l'intégration, la formation et la sensibilisation, la carrière et l'évaluation;

2/ l'axe modes généraux d'organisation du travail, notamment les conditions de travail et la rupture des relations de travail;

3/ l'axe culture organisationnelle à savoir le positionnement de l'institution publique, en termes de valeurs, à l'égard de la diversité et de la lutte contra la discrimination;

4/ l'axe positionnement externe et approche des citoyens, usager et clients".

Un examen de ces quatre axes, réalisé à la lumière des définitions que contient l'article 4 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 précité, permet de constater que, pour certains d'entre eux, leur mise en œuvre va nécessiter des mesures qui s'apparentent voire pourront même se confondre dans leur nature avec celles qui doivent être adoptées, par ces mêmes institutions publiques, en application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution, sans qu'il faille avoir égard à la philosophie dont procèdent lesdites mesures : les premières relevant de la non-discrimination et de la diversité dans l'emploi, les secondes, de la politique de santé et de sécurité dans l'entreprise au sens large. Il en va notamment ainsi des mesures destinées à lutter contre le harcèlement et plus spécifiquement encore le harcèlement sexuel [1].

L'auteur du projet d'arrêté ne pouvant intervenir que dans les matières qui sont de sa compétence [2], il va de soi que les institutions publiques qui sont les destinataires de ce texte ne pourront être, par le fait du respect des obligations qui en découlent, dispensées des contraintes qui pèsent sur elles dans le cadre de la loi du 4 août 1996 précitée.

---

(1) Voir, par exemple, les recoupements possibles pouvant exister - sous réserve de l'observation formulée sous l'article 14 du projet - entre le service de conciliation que le Gouvernement peut, aux termes de l'article 26 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 précité, mettre en place et les missions qui sont confiées au conseiller en prévention interne et, le cas échéant, à la personne de confiance que l'employeur désigne en application de l'article 32*sexies*, §§ 2 et 3 de la loi du 4 août 1996 précitée

(2) Voir l'observation I de l'avis 42.960, donné le 22 mai 2007 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 4 septembre 2008 précitée

2.1. Comme la section de législation l'a rappelé à de très nombreuses reprises, il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire dans un arrêté réglementaire une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Gouvernement de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

2.2. L'article 3 du projet, qui reproduit l'article 5, § 1er, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 précitée, sera omis. Il en va de même de l'article 7, alinéa 1er, qui reproduit l'article 5, § 2, 2/, de l'ordonnance.

2.3. Il ne convient pas de déterminer le champ d'application de la réglementation, celui-ci étant déjà défini par la combinaison des articles 4, 13/, et 5 de l'ordonnance précitée.

L'article 2, alinéa 1er du projet doit être omis.

2.4. L'article 5, § 3, de l'ordonnance définit la mission du comité de coordination régionale. L'article 5, § 4, 2/, charge le Gouvernement de définir la composition, l'organisation et le fonctionnement de ce comité. Il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire la mission du comité.

L'article 12, alinéa 1er, du projet, doit être revu.

3.1. Il n'appartient pas non plus au Gouvernement d'ajouter à une règle de nature législative ou d'en modifier la portée.

3.2. L'article 5 de l'ordonnance ne précise pas que le plan d'action diversité que chaque institution est tenue d'élaborer doit être soumis pour accord au ministre.

L'article 4, § 5, alinéa 2, du projet doit être omis.

3.3. L'article 5, § 2, 2/, de l'ordonnance imposant la création d'une commission d'accompagnement dans chaque institution, il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de permettre à certaines institutions de s'organiser autrement.

L'article 7, alinéa 3, du projet doit être omis.

3.4. L'article 5, § 2, 1/, de l'ordonnance charge chaque institution de désigner un membre du personnel chargé du plan d'action diversité, tandis que l'article 5, § 5, charge le Gouvernement de définir le profil de fonction de ce membre du personnel. Il ne revient dès lors pas au Gouvernement de préciser qui, au sein de l'institution, doit désigner le membre du personnel ni d'imposer des éléments statutaires.

L'article 8 du projet doit être revu.

4. Enfin, il n'y a pas de sens à ce que le Gouvernement s'habilite lui-même à prendre un arrêté.

Les articles 2, alinéa 2, 4, § 3, alinéa 3, et 14, alinéa 3, doivent être omis et le projet sera complété par les dispositions ayant l'objet envisagé par ces habilitations.

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 3 du préambule se réfère à l'ordonnance précitée du 4 septembre 2008, sans autre précision quant aux dispositions qui procurent un fondement légal au projet d'arrêté à l'examen.

En tant que celui-ci concerne le "plan d'action diversité" (chapitre 3 du projet), les commissions d'accompagnement (chapitre 4) et le comité de coordination régional en matière de diversité (chapitre 5), pour lesquels des habilitations sont conférées au Gouvernement par l'article 5 [3] de l'ordonnance, cette dernière disposition doit être mentionnée dans l'alinéa 3 du préambule [4].

2. Vu l'objet précis de ces habilitations, il n'est pas nécessaire de se référer en outre aux dispositions législatives habilitant le Gouvernement à fixer le statut du personnel de la Région de Bruxelles-Capitale et de ses organismes décentralisés [5].

Les alinéas 1er et 2 du préambule doivent donc être omis.

3. Par ailleurs, certaines dispositions relatives au plan d'action diversité ne font pas l'objet d'une habilitation expresse à l'article 5 de l'ordonnance précitée du 4 septembre 2008 mais peuvent s'autoriser, en combinaison avec cette dernière disposition, de l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Cette dernière disposition fera en conséquence l'objet d'un alinéa 1er nouveau précédant l'alinéa 3 actuel.

---

(3) Voir aussi l'observation n/ 3, ci-après.

(4) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations nos 23 et suivantes.

(5) En toute hypothèse, si cette démarche est adoptée, elle doit être complète et, s'agissant des organismes d'intérêt public pour lesquels il existe une habilitation spéciale en la matière, autre que celle figurant à l'article 11 de loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, cette habilitation doit également être renseignée. Tel est le cas par exemple de l'article 30 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, aux termes duquel "[l]e Gouvernement fixe le statut administratif et pécuniaire du personnel de la [Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale]".

Dispositif

Article 4

À la seconde phrase du paragraphe 2, alinéa 2, le Conseil d'État comprend mal pourquoi l'obligation de remédier aux discriminations constatées ou l'invitation à améliorer des situations ne se réfère, par l'emploi du verbe "peuvent", que de manière facultative aux motifs de discrimination, en principe interdits en vertu de l'article 4, 6/ et 7/, de l'ordonnance précitée du 4 septembre 2008.

Cette phrase doit être revue.

Article 5

Selon la deuxième phrase de l'alinéa 2, la décision du fonctionnaire dirigeant de mettre fin à la mission du manager de la diversité doit être motivée.

Cette phrase doit être omise. En effet :

a) d'une part, elle rappelle inutilement une obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

b) d'autre part, elle pourrait donner à penser que la Région de Bruxelles-Capitale entend dispenser d'autres actes administratifs pris en application de l'ordonnance précitée du 4 septembre 2008 de l'obligation de motivation formelle consacrée par la loi du 29 juillet 1991 précitée, alors qu'elle n'a pas compétence pour ce faire.

La même observation vaut pour l'article 8, alinéa 5, deuxième phrase.

Article 7

Au sein des institutions de la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a que deux rôles linguistiques. Il n'est dès lors pas possible de désigner trois membres du personnel de rôle linguistique différent. À l'alinéa 2, l'on écrira que les trois membres du personnel ne peuvent pas appartenir au même rôle linguistique.

Article 14

L'article 26, § 1er, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 précitée permet au Gouvernement de désigner un ou plusieurs personnes ou organes pouvant faire office de service de conciliation. L'article 26, § 2 à 4, définissent les compétences de ce service et déterminent certains éléments de fonctionnement, l'article 26, § 5, habilitant le Gouvernement à concrétiser et compléter les missions et le fonctionnement du service.

Le Gouvernement ne peut toutefois pas, comme le fait pourtant l'article 14, alinéa 2, du projet, désigner des institutions fédérales pour assurer ce service. Cela contrevient en effet au principe de l'autonomie respective des entités fédérale et fédérées. Cette mesure ne pourrait être adoptée que dans le cadre d'un accord de coopération visé à l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles [6].

L'article 14 doit être omis.

Article 17

La disposition à l'examen prévoit que l'arrêté entrera en vigueur à une date qui n'est pas encore précisée.

---

(6) Voir en ce sens, notamment, l'avis 43.776/VR donné le 11 décembre 2007 par les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu le décret flamand du 30 mai 2008 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen, *Doc. parl.*, Vl. Parl., 2007-2008, nr 1585/1.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une dérogation au délai usuel de dix jours pour l'entrée en vigueur des arrêtés, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989.

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

En toute hypothèse, dès lors que l'arrêté en projet n'a pas vocation à entrer en vigueur de manière rétroactive, il ne convient pas d'utiliser l'expression "produit ses effets" [7].

---

(7) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations n[os] 146 et suivantes; voir aussi la formule F 4-5-1-3, réservée à l'entrée en vigueur avec effet à une date antérieure à la publication au Moniteur belge.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.706/2
VAN 27 SEPTEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 2 september 2010 door de Minister van het Bussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot uitvoering van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp en voorafgaande vormvereisten

1. Het advies van de inspecteur van Financiën is meegedeeld door de gemachtigde van de minister. Voor het feit dat de instemming van de minister van Begroting niet gevraagd is, geeft de gemachtigde de volgende reden op :

> "Wat uw vraag m.b.t. het begrotingsakkoord betreft, kan ik het volgende antwoorden. De reden waarom wij ervan uitgaan dat er geen budgettaire impact is, ligt aan het feit dat het voeren van een diversiteitsbeleid binnen de instellingen van het regionaal openbaar ambt in de eerste plaats een andere manier van werken betreft, eerder dan een nieuwe opdracht waarvoor extra budget nodig is. Mocht echter op basis van de toekomstige evaluatie van de eerste diversiteitsplannen voor een bepaalde openbare instelling toch een behoefte aan extra budget aangetoond worden dan zal dit, afhankelijk van de instelling in kwestie, in overleg met het bevoegd regeringslid besproken worden en zal de eventuele meerkost op de respectievelijke allocatie aangerekend worden. In dat geval, zal elke meervraag door het bevoegd regeringslid apart aan de minister van Begroting voorgelegd worden vooraleer deze ter beslissing aan de regering voor te leggen."

Er kan inderdaad van uit worden gegaan dat, hoewel de inspecteur van Financiën niet aangeeft dat het ontwerp geen budgettaire weerslag heeft, krachtens artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak, de akkoordbevinding van de minister van Begroting *in casu* niet vereist is.

Evenwel zij opgemerkt dat het voorliggende ontwerp geen uitvoering geeft aan artikel 5, § 6, derde lid, van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt,

dat de regering ermee belast het minimumpercentage, het percentage en de minimumduur van de subsidiëring vast te stellen met betrekking tot de subsidie waarvan sprake is in de eerste twee leden van diezelfde paragraaf. Dat vaststellen zal een budgettaire weerslag hebben. In de ordonnantie wordt evenwel bepaald dat het vaststellen moet geschieden "binnen zes maanden na de inwerkingtreding" van de ordonnantie, namelijk op 26 september 2008.

Bijgevolg dient ten eerste het ontwerp artikel 5, § 6, derde lid, van de ordonnantie uit te voeren en dient ten tweede het aldus aangevulde ontwerp om advies te worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën en met het oog op akkoordbevinding aan de Minister van Begroting.

2. Overigens wordt bij het voorliggende ontwerp evenmin artikel 24, § 1, eerste lid, van de ordonnantie uitgevoerd. Ook die leemte dient te worden opgevuld.

Algemene opmerkingen

1. In artikel 4, § 1, van het voorliggende ontwerpbesluit worden de hoofdlijnen aangegeven die moeten voorkomen in het actieplan diversiteit waarvan in artikel 3 sprake is. Op basis van die hoofdlijnen zal de openbare instelling een diagnose van haar huidige stand van zaken betreffende non-discriminatie en diversiteit stellen, zodat die instelling met toepassing van artikel 4, § 3, algemene doelstellingen kan nastreven die ze krachtens artikel 4, § 4, door middel van te voeren acties zal moeten concretiseren.

Die hoofdlijnen zijn de volgende :

"1/ de hoofdlijn human resources management, namelijk de interne informatie en communicatie, de werving en selectie, het onthaal en de integratie, de vorming en sensibilisering, de loopbaan en evaluatie;

2/ de hoofdlijn algemene gebruiken inzake organisatie van het werk, namelijk de werkomstandigheden en het verbreken van de werkverbanden;

3/ de hoofdlijn organisatiecultuur, te weten de positionering van de openbare instelling, wat betreft waarden, ten opzichte van diversiteit en bestrijding van discriminatie;

4/ de hoofdlijn externe positionering en benadering van de burgers, gebruikers en cliënten".

Uit toetsing van die vier hoofdlijnen aan de definities in artikel 4 van de voormelde ordonnantie van 4 september 2008 blijkt dat, voor sommige ervan, de uitvoering, maatregelen zal vergen die lijken op of zelfs qua aard kunnen samenvallen met de maatregelen die door diezelfde openbare instellingen getroffen moeten worden ingevolge de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de besluiten tot uitvoering ervan, zonder dat acht hoeft te worden geslagen op de filosofie waarop die maatregelen berusten : de eerstgenoemde vallen onder niet-discriminatie en diversiteit op het werk en de laatstgenoemde onder het gezondheids- en veiligheidsbeleid in de onderneming in ruime zin. Dat geldt inzonderheid voor de maatregelen ter bestrijding van pesterijen en meer bepaald om maatregelen ter bestrijding van ongewenst seksueel gedrag [1].

Aangezien de steller van het ontwerpbesluit alleen regelgevend kan optreden in de aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is [2], spreekt het vanzelf dat de openbare instellingen die de adressaten zijn van deze regeling, door het naleven van de verplichtingen die daaruit voortvloeien niet vrijgesteld kunnen worden van hetgeen waartoe ze gehouden zijn krachtens de voormelde wet van 4 augustus 1996.

2.1. Zoals de afdeling Wetgeving reeds meermaals heeft gesteld, staat het niet aan de regering om in een reglementair besluit een regel over te nemen die reeds is

---

(1) Zie bijvoorbeeld de overlappingen die zich kunnen voordoen - onder voorbehoud van de opmerking die over artikel 14 van het ontwerp zal worden gemaakt - tussen de verzoeningsdienst die de regering luidens artikel 26 van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008 kan instellen en de taken die toevertrouwd worden aan de interne preventieadviseur en, in voorkomend geval, aan de vertrouwenspersoon die de werkgever met toepassing van artikel 32*sexies*, §§ 2 en 3, van de voornoemde wet van 4 augustus 1996 aanwijst.

(2) Zie opmerking I van advies 42.960, dat op 22 mei 2007 uitgebracht is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de voormelde ordonnantie van 4 september 2008.

opgenomen in een bepaling van wetgevende aard. Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de regering toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend bij de wetgever berust.

2.2. Artikel 3 van het ontwerp, dat artikel 5, § 1, van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008 overneemt, dient te vervallen. Hetzelfde geldt voor artikel 7, eerste lid, dat artikel 5, § 2, 2/, van de ordonnantie overneemt.

2.3. Het toepassingsgebied van de regelgeving behoort niet te worden bepaald, aangezien dat reeds bepaald is door artikel 4, 13/; *juncto* artikel 5 van de voornoemde ordonnantie.

Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp dient te vervallen.

2.4. Artikel 5, § 3, van de ordonnantie bepaalt de taak van het gewestelijk coördinatiecomité. Artikel 5, § 4, 2/, belast de regering met het bepalen van de samenstelling, de organisatie en de werkwijze van dat comité. Het komt de regering niet toe de taak van het comité nogmaals te vermelden.

Artikel 12, eerste lid, van het ontwerp moet worden herzien.

3.1. Het komt de regering ook niet toe om een voorschrift toe te voegen aan een bepaling van wetgevende aard, noch om er de draagwijdte van te wijzigen.

3.2. In artikel 5 van de ordonnantie wordt niet gepreciseerd dat het actieplan diversiteit, dat elke instelling dient uit te werken, ter goedkeuring aan de minister moet worden voorgelegd.

Artikel 4, § 5, tweede lid, van het ontwerp dient te vervallen.

3.3. Aangezien artikel 5, § 2, 2/, van de ordonnantie de oprichting van een begeleidingscommissie in elke instelling verplicht stelt, is de regering niet bij machte sommige om instellingen toe te staan zich anders te organiseren.

Artikel 7, derde lid, van het ontwerp dient te vervallen.

3.4. Krachtens artikel 5, § 2, 1/, van de ordonnantie dient elke instelling een personeelslid aan te wijzen dat wordt belast met het actieplan diversiteit, terwijl artikel 5, § 5, de regering opdraagt het functieprofiel van dat personeelslid te bepalen. Het komt de regering derhalve niet toe om te bepalen wie, binnen de instelling, het personeelslid dient aan te wijzen, noch om rechtspositionele voorschriften te geven.

Artikel 8 van het ontwerp dient te worden herzien.

4. Tot slot is het zinloos dat de regering zichzelf machtigt om een besluit uit te vaardigen.

De artikelen 2, tweede lid, 4, § 3, derde lid, en 14, derde lid, dienen te vervallen en het ontwerp moet worden aangevuld met de bepalingen die het met die machtigingen voorgenomen doel hebben.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het derde lid van de aanhef verwijst naar de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008, zonder verdere precisering wat betreft de bepalingen die de rechtsgrond van het voorliggende ontwerpbesluit vormen.

In zoverre het ontwerp betrekking heeft op het "actieplan diversiteit" (hoofdstuk 3 van het ontwerp), de begeleidingscommissies (hoofdstuk 4) en het gewestelijk coördinatiecomité bevoegd voor diversiteit (hoofdstuk 5), waarvoor aan de

regering machtigingen verleend worden door artikel 5 [3] van de ordonnantie, dient laatstgenoemde bepaling vermeld te worden in het derde lid van de aanhef [4].

2. Gelet op de precieze doelstelling van die machtigingen, is het niet noodzakelijk om bovendien te verwijzen naar de wetsbepalingen die de regering machtigen om het statuut te bepalen van het personeel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de gedecentraliseerde instellingen van dat Gewest [5].

Het eerste en tweede lid van de aanhef dienen dus te vervallen.

3. Overigens is er voor sommige bepalingen inzake het actieplan diversiteit geen uitdrukkelijke machtiging voorhanden in artikel 5 van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008. Mede in die laatste bepaling, vinden ze echter steun in artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat krachtens artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen van toepassing is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze laatste bepaling dient bijgevolg vermeld te worden in een nieuw eerste lid, dat vooraf dient te gaan aan het huidige derde lid.

---

(3) Zie eveneens opmerking nr. 3, hierna.

(4) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be., tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 23 en volgende.

(5) Hoe dan ook, indien deze werkwijze wordt gevolgd, dient ze allesomvattend te zijn en, wat betreft de instellingen van openbaar nut waarvoor een bijzondere machtiging terzake bestaat die verschillend is van die in artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dient die machtiging eveneens te worden vermeld. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 30 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, waarin bepaald wordt dat "de Regering (...) het administratief en geldelijk personeelsstatuut van de (Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) vast(stelt)".

Dispositief

Artikel 4

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom met betrekking tot de verplichting om aan vastgestelde ongelijke behandelingen te verhelpen of de oproep om situaties te verbeteren, in de tweede zin van paragraaf 2, tweede lid, door het gebruik van het werkwoord "kunnen" slechts vrijblijvend verwezen wordt naar de motieven voor discriminatie, die in beginsel verboden zijn krachtens artikel 4, 6/ en 7/, van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008.

Die zin moet worden herzien.

Artikel 5

Volgens de tweede zin van het tweede lid moet het besluit van de leidend ambtenaar om een einde te maken aan de opdracht van de diversiteitsmanager, gemotiveerd worden.

Die zin moet vervallen. Immers :

a) enerzijds vormt ze een overbodige herhaling van een verplichting die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

b) anderzijds zou ze de indruk kunnen wekken dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest andere, met toepassing van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008 gestelde bestuurshandelingen wil vrijstellen van de uitdrukkelijke motiveringsplicht die in de voormelde wet van 29 juli 1991 is vastgelegd, terwijl het daartoe niet bevoegd is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, vijfde lid, tweede zin.

Artikel 7

Bij de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn slechts twee taalrollen. Het is bijgevolg niet mogelijk drie personeelsleden van een verschillende taalrol aan te wijzen. In het tweede lid schrijve men dat de drie personeelsleden niet tot dezelfde taalrol mogen behoren.

Artikel 14

Op basis van artikel 26, § 1, van de voornoemde ordonnantie van 4 september 2008 kan de regering één of meer personen of organen aanwijzen die als verzoeningsdienst kunnen optreden. In de paragrafen 2 tot 4 van artikel 26 worden de bevoegdheden van die dienst vastgesteld en een aantal onderdelen van de werkwijze, terwijl in artikel 26, § 5, de regering gemachtigd wordt de "opdrachten en de werking" van de dienst concreet uit te werken en aan te vullen.

De regering kan evenwel geen federale instellingen aanwijzen om die dienst te verzorgen, zoals nochtans in artikel 14, tweede lid, van het ontwerp geschiedt. Dat is immers in strijd met het beginsel van de respectieve autonomie van de federale Staat, de gewesten en gemeenschappen. Die maatregel kan enkel genomen worden in het verband van een samenwerkingsakkoord, bedoeld in artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen [6].

Artikel 14 moet vervallen.

Artikel 17

In de voorliggende bepaling staat dat het besluit uitwerking zal hebben op een nog nader te bepalen datum.

---

(6) Zie in die zin onder meer advies 43.776/VR, op 11 december 2007 verstrekt door de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een voorontwerp dat het Vlaams decreet van 30 mei 2008 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen is geworden, *Parl.St.*, Vl.Parl., 2007-2008, nr. 1585/1.

De steller van het ontwerp moet kunnen uitleggen om welke specifieke reden afgeweken wordt van de gebruikelijke termijn van tien dagen voor de inwerkingtreding van besluiten, vastgesteld bij artikel 39, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989.

Behoudens bijzondere motivering, moet bij de vaststelling van de datum van inwerkingtreding er hoe dan ook voor gezorgd te worden dat eenieder over een redelijke termijn beschikt om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Aangezien het niet de bedoeling is dat het ontworpen besluit met terugwerkende kracht in werking treedt, behoort in ieder geval niet de uitdrukking "heeft uitwerking met ingang van" te worden gebruikt [7].

---

(7) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 146 e.v.; zie ook formule F 4-5-1-3, bestemd voor een inwerkingtreding met uitwerking op een datum voorafgaand aan de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS